

Vers un nouveau système économique

Partage international n° 248 - Avril 2009

par Patricia Pitchon

La crise économique mondiale peut être considérée davantage comme découlant de la dette plutôt que de l'effondrement du crédit.

Les gouvernements européens et américains ont dû intervenir pour sauver des banques, des entreprises, et même des compagnies d'assurance telles que American Insurance Group (AIG), qui gère plus de 70 millions de police d'assurance avec des ramifications dans le monde entier. AIG était considérée comme « trop grosse pour faire faillite ». Certains pensent maintenant qu'elle est « trop grosse pour pouvoir être sauvée ».

Les Bourses ont chuté, la valeur des biens immobiliers s'est détériorée rapidement, des entreprises ont fait faillite parce que de grandes banques qui spéculaient avec des produits risqués et consentaient des prêts irresponsables ne sont plus en mesure de prêter. Le manque de crédit a mis à jour de vastes escroqueries, où les gens ont perdu des millions. Les investisseurs ont également retiré des milliards de nombreuses institutions financières, y compris des fonds de couverture et ont cherché refuge dans l'or et les produits de base, ce qui a abouti à une nouvelle crise alimentaire cette fois. Dans certains pays en voie de développement, ceux qui parvenaient à peine à subvenir à leurs besoins ne peuvent même plus acquérir les denrées alimentaires de base. Malgré les risques absurdes qu'ils ont pris avec l'argent des autres, les banquiers se sont offerts d'énormes bonus qui apparaissent désormais comme outrageux et totalement démerités.

De nombreux éléments ont contribué au krach : l'inadéquation du contrôle des marchés, l'insuffisantes barrières entre les activités de banque de dépôts et de banque d'investissement, la mauvaise appréhension des risques, un excès de complexité, les aberrations des sociétés instituts de notation des risques, des incitants comme les commissions payées à chaque étape de la chaîne de transformation des prêts risqués en obligations revendus ensuite à d'autres investisseurs à travers le monde. Les arbitrages entre instruments complexes et non

réglementés (comme produits dérivés) son accentué la transmission de la crise.

George Soros, l'investisseur milliardaire, estime que le capitalisme dans sa forme actuelle est mort. Il critique ce qu'il appelle le « *fondamentalisme du marché* », en substance, la conviction que les marchés peuvent prendre soin de tout. Naseem Taleb, professeur de gestion des risques et ancien trader, estime que la mauvaise appréhension des risques a abouti à des modèles défectueux. Dans son livre, *The Black Swan*, il appelait les événements extrêmes inattendus des « *cygnes noirs* » ; il y examinait les méthodes d'évaluation des risques et la théorie des probabilités et prédisait ce qui vient d'arriver.

Il est probable qu'une grande partie de cette montagne de dettes devra être amortie et qu'il faudra des années avant de les solder. Ceci s'est passé avec la dette des pays du Sud bien que dans leur cas ils aient été contraints d'accepter des plans de remboursement au détriment de leur population les plus pauvres.

Maintenir un pays pauvre à l'extrême sous un régime d'asservissement au profit du remboursement de la dette, rendant tout développement impossible, peut également se révéler dangereux : comme le montre l'économiste Paul Collier dans son livre *The Bottom Billion*, en moyenne, les pays à bas revenus ont une probabilité de 14 % de tomber dans une guerre civile sous un horizon de 5 ans. Les jeunes gens forment les recrues des armées rebelles et ils sont très bon marchés là où règnent la pauvreté et le désespoir. Malheureusement, un tel engagement, souvent brutal et sans loi, ne représente guère une meilleure chance là où il n'y a pas de travail. C'est ce qui se déroule à présent dans des zones du Congo comme cela s'était déroulé précédemment en Sierra Leone et dans d'autres pays pauvres. Ce seul fait devrait attirer l'attention sur la folie de créer des systèmes économiques où la richesse est de plus en plus concentrée dans des mains de plus en plus réduites et où les conditions exigées par les principaux prêteurs empêchent tout développement. Si le monde doit se développer de manière adéquate, souvent, la seule solution est une annulation pure et simple de la dette des pays les plus pauvres. Le « Jubilee Debt Campaign UK » souligne que, même la corruption, très répandue dans de nombreux pays, ne remet pas en cause les effets de l'annulation de la dette. Une

étude de dix pays africains a montré que, quatre années seulement après l'allégement de la dette, les dépenses de l'éducation ont augmenté de 40 % et celles de santé de quelque 70 %. [Voir www.jubileedebtcampaign.org.uk]

Les étapes vers un nouveau système économique

Compte tenu de l'échec du modèle actuel, il existe des possibilités de développer de nouveaux modèles qui pourraient nous servir bien mieux. Un système moins spéculatif, plus transparent et auquel tous les acteurs économiques doivent pouvoir accéder, est nécessaire. L'évasion fiscale de la part des entreprises doit prendre fin grâce à la fermeture des paradis fiscaux dans le monde entier. L'ONG War on Want (www.waronwant.org) souligne que les pays en développement perdent, selon les estimations 250 milliards de livres sterling chaque année à cause de l'évasion fiscale - une somme qui pourrait leur permettre d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement. La seule Grande-Bretagne perd 100 milliards de livres sterling par an, et l'évasion fiscale et la fuite des capitaux en Afrique représentent cinq fois plus que l'aide annuelle qu'elle reçoit.

L'extension des programmes de micro-crédit (de petits prêts dont, dans les pays en voie de développement, quelque 85 % sont octroyés à des femmes, avec un taux d'intérêt raisonnable) est importante, car à l'heure actuelle, trois milliards de personnes dans le monde en développement n'ont aucun accès au financement. Il est possible que le gel du crédit dans les pays les plus riches permette de renforcer les programmes de microcrédits.

Le développement de systèmes de troc entre pays, avec des termes plus équitables que ceux qui se sont développés au cours des décennies précédentes, semble important. Actuellement, beaucoup de pays en développement sont victimes des variations brutales des prix des matières premières. Au niveau

local, des formes de banques du temps peuvent servir les communautés ayant peu de ressources financières. La banque du temps est un moyen d'échanger des services au niveau local par l'intermédiaire d'une monnaie (appelée à l'origine, « dollar temps ») où chaque heure de temps qu'une personne offre sous la forme d'un service est égale à une heure de service de toute autre personne, quel que soit le service qui pourrait être par exemple, une heure de shopping, d'arrosage de jardin, de coiffure, de comptabilité, de cours de langue, ou autre. L'idée s'installe qu'il devrait y avoir un salaire maximum, pas seulement un salaire minimum. Ceci reflète le désir de réduire les tensions entre nantis et démunis.

Dans de nombreux pays pauvres, la construction de logements communautaires pourrait être étendue, soit en échange d'autres services, soit via des prêts abordables subventionnés en partie par les Etats. Dans le monde développé, un moratoire sur les expulsions semble urgent à court terme. Les gouvernements peuvent acheter des habitations et étendre ainsi le stock de logements publics, afin de réduire la population des sans abri.

Des réformes financières urgentes et la nécessité de s'attaquer aux besoins sociaux vitaux peuvent fournir les bases d'un nouveau système qui permettra de réduire les risques systémiques et offrira une plus grande sécurité, et par-dessus tout, l'espoir.

1. Voir « In a state » sur Economist.com, 2 mars 2009.

Auteur : Patricia Pitchon, autrefois journaliste au quotidien colombien El Tiempo. Aujourd'hui basée à Londres, elle est journaliste indépendante. Egalement psychologue, elle travaille avec les réfugiés.

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()